

**SECONDE INTERVENTION DE M. EMMANUEL OLIVIER GABIRAUT,
PRESIDENT DE LA COORDINATION GENERALE DES CENTRAFRICAINS
DE FRANCE A LA SEMAINE CULTURELLE CENTRAFRICAINE
ORGANISEE PAR L'ASSOCIATION FRATERNITE BOGANDA**

(TOULOUSE 29 MAI 2015)

Distingués invités,

Chers compatriotes,

Initialement, une réunion avec tous les représentants de la diaspora au Forum National de BANGUI était prévue pour un compte rendu d'ensemble à notre communauté.

En attendant, et comme la Semaine Culturelle Centrafricaine me le demande, d'ailleurs à juste titre, en voici brièvement un aperçu général.

Les finalités majeures attendues du Forum National de BANGUI portent essentiellement sur la définition des fondements d'une dynamique, d'un plan de gouvernance dans laquelle le Centrafricain de type nouveau doit s'intégrer.

Dans ce cadre, le forum était appelé à construire un nouveau contrat social basé sur des engagements forts, devant se traduire notamment par :

- Une prise de conscience générale élevée ;
- la paix, la sécurité en vue de la reconstruction nationale, du développement économique et social ;
- Le mieux vivre ensemble ;
- La confiance des citoyens envers leurs institutions ;
- L'égalité des chances ;
- La justice sociale ;
- La démocratie ;
- L'Etat de droit etc.

Tout cela ne devrait être possible que si chaque Centrafricain, chaque participant était animé de ces mêmes idéaux.

Malheureusement les participants au Forum ont pour la plupart donné des priorités à d'autres préoccupations, souvent éloignées des enseignements devant logiquement être tirés de la crise la plus destructrice de l'histoire de notre nation pour la remettre sur le rail en vue de sa reconstruction.

Ils étaient ainsi à situer en autant de catégories que de préoccupations, de la manière suivante :

1-Ceux qui étaient pour une autre transition avec une autre équipe dirigeante ;

2-Ceux qui étaient bien évidemment opposés à cette première tendance et soutenaient pour cela la prolongation de la transition avec l'équipe dirigeante en place ;

3-Ceux qui étaient préoccupés par l'impunité découlant des consultations populaires à la base et cherchaient à faire inverser cette exigence;

4-Ceux qui se préoccupaient des mesures d'inéligibilité prévues par la charte constitutionnelle et cherchaient à faire sauter ce verrou afin de se présenter aux prochaines échéances électorales ;

5-Ceux qui se préoccupaient des élections, et surtout du chronogramme des prochaines échéances, ayant commencé la campagne ou précampagne depuis plus d'un an sans savoir exactement à quelle date ou période elles vont effectivement se dérouler ;

6- Ceux qui, préoccupés par la recherche d'un mécanisme efficace permettant l'exécution effective des recommandations des assises une fois adoptées, étaient pour un forum souverain dans ce but ;

7- Ceux qui se préoccupaient du retour de la paix, de la sécurité, de la réconciliation, de la cohésion sociale à travers des actes forts au cours de ces assises.

C'est dans ces deux dernières catégories que se situaient d'une manière générale les représentants des diasporas centrafricaines.

L'ensemble de ces préoccupations a créé un contexte de débat très difficile à gérer, très compliqué, se traduisant visiblement par :

-La hantise de l'échec du forum à travers des dérapages et la volonté de l'éviter par tous les moyens;

-Un verrouillage et une absence de plan objectif d'attribution de parole ;

-Un temps de parole limité à trois minutes pour s'exprimer sur la crise la plus profonde du pays, ce qui a été source d'incompréhension, de tensions aussi bien dans la salle qu'au sein de la population ;

-Un temps insuffisant consacré par voie de conséquence aux débats tant en commissions qu'en séances plénières ;

-Une absence totale de remords attendus pourtant des groupes armés auteurs d'une crise aussi désastreuse ayant causé des milliers des pertes en vies humaines et en biens etc.

-Un nombre important de demandes de prises de parole non satisfaites, ce qui aurait pu désarmer davantage des cœurs meurtris, chargés pour mieux consoler dans un premier temps ;

Bref, au-delà de toute cette situation, ce qui est aujourd'hui fondamental pour tous les Centrafricains consiste à consolider les principaux acquis obtenus du Forum, notamment le désarmement, la démobilisation, la réinsertion et le rapatriement des rebelles étrangers pour reconstruire la nation à travers la recherche de la sécurité, de la réconciliation, de la cohésion sociale et de la paix.

Nous devons plus que jamais nous engager à travailler davantage pour cette reconstruction afin non seulement pour prouver notre amour envers notre pays, notre prise de conscience, mais surtout éviter d'être la risée du monde entier à cause des crises récurrentes et ses conséquences.

Dans ce cadre, la diaspora centrafricaine a une tâche très importante dont elle doit prendre conscience, en se plaçant résolument à l'avant-garde de ce nouvel élan.

ACTIONS MENEES PAR LA COORDINATION GENERALE DES CENTRAFRICAINS DE FRANCE A BANGUI EN MARGE DU FORUM

Lors de la réunion de la Coordination Générale des Centrafricains de France du 25 avril 2015 à Paris, il a été constaté que la diaspora centrafricaine, contrairement aux ressortissants des autres pays étrangers, n'est pas structurée de façon à peser sur les grandes orientations de la Nation. Pour cela, il avait été jugé utile de saisir l'opportunité offerte par le Forum de Bangui regroupant les participants des différentes composantes de la diaspora centrafricaine pour organiser une rencontre entre elles en vue de créer une structure leur permettant d'apporter de manière unie leur contribution dans la nouvelle refondation du pays.

Cet appel lancé depuis Paris s'est effectivement concrétisé par plusieurs concertations à BANGUI entre les diverses diasporas centrafricaines.

1-PLATE FORME MONDIALE DE LA DIASPORA CENTRAFRICAINE

Les concertations des différentes diasporas centrafricaines (Europe, Amérique, Afrique), tendent aujourd'hui vers l'organisation d'une plate-forme mondiale de la diaspora centrafricaine dont le congrès se teindra à une date et un lieu qui seront déterminés prochainement par consensus.

2-PRESENTATION DE LA DIASPORA CENTRAFRICAINE SOUS UN ANGLE NOUVEAU

Parallèlement à tout cela, le Président de la Coordination Générale des Centrafricains de France a organisé une série de conférences de presse, d'interviews, d'actions de sensibilisation dans les radios locales, à travers les journaux de la place

Il convient de noter tout d'abord que les comportements passés de certains membres de la diaspora centrafricaine ont fait coller à celle-ci une image négative au sein de la population depuis plusieurs décennies et même dans un passé récent.

Pour le grand rôle qu'elle est appelée à jouer d'une manière responsable, il était fondamental de la présenter sous un angle nouveau à cette même population, parallèlement à un travail intérieur de remise en cause en son propre sein et sa de saprise de conscience.

Aussi, le Président de la Coordination Générale des Centrafricains de France a multiplié des actions de sensibilisation dans les stations de radio, les journaux de la place, à la télévision en marge du forum pour présenter la diaspora comme constituée de ressources humaines (première richesse de tout pays)et financières, essentielles pour la reconstruction nationale.

Ces actions ont permis à la population jusque là hostile à celle-ci pour ses comportements passés, de commencer à comprendre le rôle et la place réels de cette communauté dans la reconstruction nationale, ce qui a modifié considérablement sa perception du début qu'il convient de consolider.

3-PROPOSITIONS DE RECOMMANDATIONS AU SEIN DE LA COMMISSION GOUVERNANCE

Deux recommandations ont été proposées à la commission Gouvernance du Forum par le Président de la Coordination Générale des Centrafricains de France, l'une concernant les Centrafricains de l'Etranger et l'autre la nouvelle gouvernance du pays.

La proposition concernant les Centrafricains de l'Etranger déjà publiée au titre d'un compte rendu partiel porte sur l'impérieuse nécessité de :

- Assurer le suivi des Centrafricains de l'Etranger par l'Etat ;
- Associer étroitement la diaspora à l'œuvre de reconstruction nationale ;

-Prévoir par des dispositions légales la représentation des Centrafricains de l'Etranger au sein de la nouvelle assemblée nationale par au moins deux parlementaires pour chaque continent ;

-Faciliter par divers moyens à mettre en place par l'Etat, les conditions du retour des Centrafricains de l'Etranger, de leur utilisation et des facilités de leurs investissements au pays ;

-Faire établir des passeports des Centrafricains de l'Etranger par les ambassades de leurs lieux de séjour respectifs afin d'éviter de coûteux frais de déplacement à BANGUI et de grands retards préjudiciables.

La seconde recommandation concerne la nouvelle gouvernance du pays pour faire face à la mauvaise gestion des affaires de l'Etat depuis l'indépendance nationale, cause de son grand retard, et source de ses crises récurrentes.

La recommandation prône l'impérieuse nécessité d'une nouvelle mentalité de reconstruction nationale devant commencer par les plus hautes autorités elles-mêmes, l'exemple ne pouvant être bien suivi que lorsqu'il vient du haut, à travers notamment :

- a) LA PARTICIPATION, principe devant permettre aux Centrafricains de se prononcer directement ou indirectement par l'intermédiaire d'institutions légitimes représentant leurs intérêts ;**
- b) LA TRANSPARENCE, devant être facilitée par l'exigence de la libre circulation de l'information, de manière à permettre des changements, contribuer à orienter les efforts dans le sens souhaité par tous ;**
- c) LA RESPONSABILITE, ou l'obligation de rendre compte à tous les niveaux ;**
- d) L'EFFICACITE, les résultats recherchés dans l'intérêt national devant être fonction des besoins en utilisant le mieux les ressources ;**
- e) LA GESTION Saine DE LA CHOSE PUBLIQUE, devant désormais être une exigence à tous les niveaux ;**
- f) L'EQUITE, devant se traduire par une justice prenant en compte l'égalité de chance de tous et l'aspect social de ses décisions.**
- g) LA PRIMAUTE DU DROIT, principe selon lequel tout doit être équitable et les textes appliqués de façon impartiale.**

4-DECLARATION COMMUNE DES DIASPORAS CENTRAFRICAINES A LA CLÔTURE DU FORUM

Indépendamment des deux recommandations, une déclaration commune a été faite par l'ensemble de la diaspora centrafricaine à la clôture du Forum, déclaration qui non seulement a appuyé, mais complété en détail celle relative aux Centrafricains de l'Etranger.

Elle demande notamment la création d'un Ministère spécifique, différent de celui des Affaires Etrangères pour gérer les Centrafricains de l'Etranger, des facilités fiscales et douanières en faveur des membres de la diaspora désireux d'investir au pays, etc.

5-NOUVELLE PERCEPTION DE LA DIASPORA PAR LES PLUS HAUTES AUTORITES DU PAYS

L'ensemble de ces actions n'ont pas laissé indifférente la Présidente de Transition qui a contribué à rehausser l'image de la diaspora en mettant un accent appuyé sur le nouveau rôle de celle-ci, non seulement dans son discours officiel de clôture du Forum, mais en l'invitant à la Conférence des Ambassadeurs centrafricains tenue au Palais de la Renaissance, et en lui accordant ensuite une rencontre spécifique.

6-PRESENCE DE LA DIASPORA CENTRAFRICAINE AU SEIN DU COMITE DE SUIVI DU FORUM NATIONAL DE BANGUI

Aujourd'hui, au sein du Comité de Suivi du Forum National de BANGUI créé récemment par décret, une place a été prévue pour la diaspora.

Elle s'organisera, pour l'occuper en y désignant par consensus un membre de sa plate forme mondiale en gestation.

Ce début de résultat a été obtenu par la volonté de se mettre ensemble à l'occasion du Forum National de Bangui.

En parlant brièvement de ce début de ce début de résultat ici, surtout à l'occasion de l'évènement consacré à notre illustre défunt Président fondateur Barthélémy BOGANDA très attaché à l'unité nationale, et même celle de l'Afrique, je voudrais tout simplement interpeler la diaspora, et à travers elle les Centrafricains d'une manière générale sur ce que nous pouvons faire ensemble, une fois unis à l'issue du Forum National de Bangui pour reconstruire la République Centrafricaine.

Ce serait le meilleur moyen de témoigner la mémoire du défunt Président BOGANDA.

Que Dieu bénisse notre nation.

Emmanuel Olivier GABIRAULT

